



Motion sur la situation en Catalogne :

Lourdes peines d'emprisonnement pour les représentants politiques en Catalogne Sud :

La FSU 66 dénonce une atteinte aux droits humains fondamentaux.

Ces deux dernières années, en tant que fédération regroupant des syndicats enseignants, la FSU66 a apporté son soutien aux organisations syndicales enseignantes catalanes et espagnoles alors que l'Education publique et les enseignants étaient une cible privilégiée des partis de droite espagnols. Entre suspension de l'autonomie de la Catalogne (application de l'article 155 de la Constitución) et dénonciations médiatisées puis judiciarisation à outrance, des convocations de fonctionnaires de l'Education devant des juges avec des chefs d'accusations lourds avaient eu lieu.

Bien au-delà des syndicats de la FSU en Catalogne Nord, des motions de soutien avaient déjà été massivement votées en Conseil National puis en Congrès National du SNUipp-FSU, les violences policières et les emprisonnements de responsables politiques élus amenant aussi des réactions au niveau de la FSU nationale qui porte les libertés publiques, la liberté d'expression, le droit de manifester et le droit à l'autodétermination dans ses mandats.

L'Etat espagnol avait choisi contre les mobilisations pacifiques catalanes, la voie de la force policière dans la rue lors du référendum du 1er octobre 2017, puis celle de la répression judiciaire avec deux présidents d'associations et la moitié du gouvernement élu de la Generalitat en prison préventive pendant 2 ans - l'autre moitié étant partie en exil. **Le lundi 14 octobre 2019 sont tombées les sentences du long procès de ces représentants politiques : entre 9 et 12 ans ferme pour chacun d'eux!** Une honte dans cette Union Européenne prétendument humaniste mais presque totalement silencieuse. Une majorité des partis politiques espagnols demande une nouvelle suspension de l'Autonomie de la Catalogne avec une application plus sévère de l'article 155 touchant en particulier l'Enseignement et l'Audiovisuel public, et l'usage de la langue catalane en leur sein.

En dehors de toute prise de position sur la question de l'indépendance de la Catalogne, la FSU rappelle que les discussions politiques doivent toujours primer sur une répression sourde qui ne règle jamais rien, qu'elle soit policière ou judiciaire. Elle soutient les associations, la société civile catalane en général, et les syndicats en particulier, dans leur mobilisation pour défendre les droits fondamentaux. Elle appelle à toutes les initiatives de soutien et de solidarité concernant cette actualité qui dépasse le cadre de la "question interne d'un État voisin".

Perpinyà, le 22 novembre 2019